

L'émergence d'un « pilier européen » à l'OTAN ?



Olivier Rittmann | 29 avril 2026 | ARTICLES



En amont de la réunion des ministres de la Défense de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le 12 février 2026, plusieurs annonces ont été faites par le secrétaire général de l'organisation et par le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR). Elles concernent à la fois la répartition des responsabilités attribuées aux commandements régionaux et la nationalité des officiers appelés à diriger ces états-majors. De [nombreux responsables](#), à commencer par le secrétaire général Mark Rutte, ont voulu voir dans cette évolution la matérialisation du « pilier européen » de l'Alliance.

Assistons-nous, dans le cadre de l'OTAN, à un réinvestissement des États européens dans la défense de leur propre continent, mais avec la volonté d'être capables de le faire sans l'engagement massif des Américains ? Ou au contraire, les États-Unis exigent-ils davantage d'investissement européen sans toutefois leur donner en contrepartie le contrôle de cette défense ?

Nous allons tâcher de voir s'il s'agit effectivement d'une prise de responsabilité plus importante de la part des États européens au sein de l'Alliance, si la redistribution des responsabilités signale un désengagement américain, ou s'il s'agit davantage d'une opération de communication destinée à apaiser le président des États-Unis en illustrant de manière concrète le partage du fardeau. Cet article se portera aussi sur la position de la France dans ce « New Deal », qui milite depuis longtemps pour une défense européenne et qui pourrait donc se montrer satisfaite de cette évolution.

Le « pilier européen » de l'Alliance

La question de la contribution européenne à l'Alliance est un véritable serpent de mer depuis les premières années de l'OTAN ; Eisenhower lui-même souhaitait transférer la responsabilité de la défense de l'Europe aux États européens. Elle est étroitement liée au partage du fardeau entre les deux rives de l'Atlantique, le fameux *burden sharing*. Cette question a été un [cheval de bataille des administrations Trump, mais également de ses prédécesseurs](#), avec toutefois moins de virulence.

Le terme de « pilier européen » est apparu dans le contexte de la guerre en ex-Yougoslavie, dans les années 1990, avec le souci de faire prendre en compte les problèmes européens par les États européens eux-mêmes, devant les réticences américaines à s'engager initialement dans les Balkans. Comme précisé lors de la [déclaration franco-britannique de Saint-Malo](#) en 1998 et

repris par l'Initiative européenne de sécurité et de défense de 2002, il s'agissait de donner aux États européens les moyens d'agir si l'OTAN n'intervenait pas dans une crise qui intéressait les États européens. Mais cette notion de « pilier européen » de l'Alliance a fini par disparaître face à l'hostilité américaine qui voyait dans cette initiative européenne un risque de [découplage, de duplication et de discrimination](#) à son égard. La plupart des États européens sont rentrés dans le rang et il n'y avait guère que [la France](#) pour soutenir l'idée d'une autonomie stratégique européenne, se situant toutefois hors de l'organisation, ce qui valut des [accusations de duplication](#), voire de sabotage, de l'OTAN. La pertinence de la vision française n'apparaît clairement aux yeux des autres États européens qu'à l'occasion du premier mandat de Trump et des menaces de désengagement américaines. Mais la guerre en Ukraine force au réalisme et, à l'occasion du Sommet GLOBSEC de Bratislava en 2023, [le président Macron formule une architecture de sécurité européenne compatible avec l'OTAN](#) ; on en revient ainsi au « pilier européen » de l'Alliance.

Le terme même de « pilier européen » demeure par ailleurs assez vague : il peut désigner uniquement les États européens membres de l'OTAN, mais peut aussi inclure la Turquie, voire le Canada, selon qu'on se limite à une approche géographique ou qu'on agrège tous les États qui doivent faire davantage d'efforts pour prendre le relais des États-Unis dans la défense de la zone euro-atlantique.

Pour les États-Unis, quand on parle de « pilier européen », on y voit la faculté pour les États européens de prendre à leur compte la menace russe et la sécurité du continent, leur permettant ainsi de se consacrer davantage à la menace chinoise. Mais pour Washington, afin de concrétiser ce transfert de responsabilité, il s'agit aussi d'augmenter les dépenses de défense européennes, en achetant prioritairement du matériel américain (dont les généraux américains en poste à l'OTAN n'hésitent jamais à faire l'éloge) et en suivant les directives américaines quant au positionnement géopolitique ou à l'ouverture des marchés économiques. Par conséquent, l'idée d'une Europe faisant cavalier seul les séduit beaucoup moins que celle d'un « pilier européen » au sein d'une Alliance qu'ils contrôlent, et ils comptaient donc – avant le Brexit et avant l'épisode groenlandais – sur leurs « *proxies* » britanniques ou danois pour mener des [actions de décrédibilisation ou de blocage](#). Les autres États, que ce soit l'Allemagne, dont l'ADN demeure très atlantiste, ou l'Italie, les Pays-Bas et, bien entendu, les anciens satellites soviétiques d'Europe centrale et orientale, se satisfaisaient parfaitement de cette situation de dépendance vis-à-vis des Américains. Elle leur garantissait une couverture nucléaire et un engagement militaire sous l'article 5 du traité de Washington.

Cependant, le doute s'installe lorsque le président Trump remet en cause [la crédibilité de l'article 5](#) relatif à la défense collective, ou encore lorsqu'il menace de suspendre l'engagement américain au profit de l'Ukraine. Ce doute ne fait que se renforcer à mesure que Trump se lance dans un conflit commercial avec l'Europe, qu'il va jusqu'à qualifier de menace pour les États-Unis. La confiance des Européens est durablement ébranlée par la perspective d'une annexion du Groenland, une partie du territoire d'un Allié, comme semblent le suggérer [les sondages d'opinion publique](#). Par conséquent, les États européens réalisent qu'ils doivent davantage s'impliquer dans la sécurité du continent, même s'ils restent, pour la plupart, fortement prisonniers du cadre de l'OTAN. En effet, leurs plans de défense nationaux sont intégrés aux plans de défense régionaux de l'OTAN, qui ne sont viables que grâce aux forces prépositionnées américaines en Europe et aux renforts en provenance d'outre-Atlantique. Cette garantie d'intervention américaine est la clé de voûte de la défense collective, renforcée par le parapluie nucléaire américain, véritable assurance de survie pour la plupart des États européens.

Une ministérielle qui recadre les positions et calme les tensions

C'est donc avec ces tensions en toile de fond que se tenait la ministérielle défense de l'OTAN, le 12 février 2026. Dans la droite ligne de l'absence du secrétaire d'État Marco Rubio lors de la dernière ministérielle des Affaires étrangères, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth ne s'était pas non plus déplacé pour cette réunion et était représenté par son sous-secrétaire, Eldridge Colby, souvent présenté comme [le penseur derrière la stratégie](#) de Donald Trump. C'est lui qui a orchestré la rédaction de la [National Defense Strategy](#) (NDS), qui invite en particulier – et à juste titre – les États européens à prendre en charge leur propre défense conventionnelle. Lors de la ministérielle, Eldridge Colby les a cependant rassurés sur la pérennité du parapluie nucléaire américain, si les « directives » américaines étaient suivies d'effet. La NDS a le mérite de la clarté sans être aussi offensive que la [National Security Strategy](#), qui l'a précédée. En effet, dans cette dernière et selon un style devenu habituel, Donald Trump entend « restaurer la grandeur européenne » et arrêter son « effacement civilisationnel ». De plus, il critique sévèrement des « *leaders* européens aux aspirations irréalistes », en équilibre sur des coalitions instables qui, de surcroît, « piétinent les fondements de la démocratie ». On lit aussi dans le document que les États-Unis devront dépenser des trésors de diplomatie pour restaurer les liens entre la Russie et les États européens et éviter une guerre.

Le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, ancien Premier ministre néerlandais, tout en s'efforçant officiellement de minimiser l'absence de Hegseth, était soulagé d'avoir un interlocuteur plus constructif dans la personne de Colby. Il est vrai que [les déclarations](#) du sSecrétaire général quant à l'impossibilité pour les États européens de se défendre sans les États-Unis ou à la

nécessité pour ceux-ci de [payer la facture](#) des équipements américains fournis aux Ukrainiens sont parfaitement en ligne avec la position de ce dernier. D'ailleurs, en amont de la ministérielle, le 11 février, il annonçait la mise sur pied d'une [mission otanienne dans le Grand Nord](#), « Arctic Sentry » (« Sentinelle arctique »), destinée à démontrer au président américain la bonne volonté des États européens et à désamorcer, par conséquent, la crise au Groenland.

La nouvelle donne au sein de l'OTAN

Dans le même temps, le [Comité militaire annonçait une redistribution des responsabilités](#) au sein des commandements de l'Alliance, en mettant l'accent sur leur européanisation.

En effet, ce sont – ou ce seront lorsque la rotation aura eu lieu – des Européens qui commanderont le niveau opératif de la chaîne des opérations (Allied Command Operations), constitué des commandements interarmes interalliés (Allied Joint Force Commands, JFC). Celui de Brunssum, aux Pays-Bas, sera commandé en rotation par les Allemands (ce qui était déjà le cas) et par les Polonais (qui succèdent ainsi aux Italiens). Celui de Naples était commandé jusqu'alors par les Américains : on se souviendra que c'était précisément le commandement que le président Chirac revendiquait en échange d'une réintégration en 1995, ce qu'il n'obtint pas, car Naples était aussi le commandement de la VI^e flotte américaine. Or, à présent, les États-Unis consentent à laisser le JFC Naples aux Italiens. Le dernier JFC est celui de Norfolk, commandé à sa création par un amiral américain, également chef de la II^e flotte américaine. Il passe désormais sous commandement britannique.

En échange, les Américains obtiennent le commandement maritime interallié de l'OTAN (Allied Maritime Command, MARCOM), auparavant britannique. Le commandant américain de MARCOM, situé à Northwood, au Royaume-Uni, deviendra aussi le commandant des forces navales américaines en Europe et en Afrique. Cette double casquette est déjà celle qui prévaut pour ses collègues du commandement terrestre (Allied Land Command, LANDCOM), à Izmir, en Turquie, également patron des forces terrestres américaines en Europe ; ou du commandement aérien (Allied Air Command, AIRCOM), à Ramstein, en Allemagne, qui commande les forces aériennes américaines en Europe et en Afrique. C'est aussi un général américain qui commande les forces spéciales de l'OTAN. Et, bien entendu, les États-Unis conservent le poste de SACEUR, avec à sa tête le général Alexis Grynkewich, également commandant de toutes les forces américaines en Europe (EUCOM).

Parallèlement à cette nouvelle distribution des postes de commandement, ce sont aussi les attributions géographiques des JFC qui évoluent. Naples conserve sa zone de responsabilité ou d'intérêt sur l'Europe du Sud, les Balkans, la mer Méditerranée et la mer Noire. C'est lui qui supervise les activités militaires face au flanc sud de l'OTAN, qui surveille les activités russes en Méditerranée et qui commande l'opération de l'OTAN au Kosovo, tout en préparant les plans de défense face à la Russie.

Brunssum voit sa zone de responsabilité resserrée sur l'Europe centrale, les États baltes et la mer Baltique. Ce JFC est responsable des plans de défense face à ce qui pourrait être l'effort terrestre principal russe en cas de conflit. Il est donc logique qu'Allemands et Polonais s'en partagent le commandement, puisqu'ils représentent les armées les plus puissantes dans cette zone.

Enfin, le JFC Norfolk sera responsable de la protection des voies maritimes dans l'Atlantique nord qu'emprunteraient les renforcements américains et canadiens en cas de guerre. Sa zone de responsabilité englobe en particulier le Groenland, l'Islande, le Royaume-Uni et donc le fameux « Greenland, Iceland, United Kingdom Gap » (GIUK Gap) par lequel doivent passer les sous-marins russes pour menacer précisément ce flux de renforts. L'attribution de la Finlande et de la Suède vient compléter le volet scandinave du JFC Norfolk qui comprenait déjà la Norvège.

Un signal politique à destination du président Trump

On assiste ainsi à une opération de communication de grande envergure qui vise à souligner l'émergence du « pilier européen ». Certes, l'européanisation de certains commandements est effective, mais, dans la réalité, ces commandeurs européens ne commandent pas grand-chose, hormis leur état-major. En effet, les forces militaires prévues dans les plans de défense ne seront transférées sous leur commandement qu'en cas d'activation de ces plans, ce qui ne marque pas d'évolution par rapport au fonctionnement antérieur. Leur principale tâche sera donc d'assurer le maintien à jour des plans en question et la coordination des activités liées à la posture de dissuasion de l'OTAN – exercices, éléments de présence avancée, police du ciel – dans leur zone de responsabilité. Même si [certaines voix s'inquiètent outre-Atlantique](#) de ce qui pourrait passer pour un [sursaut européen](#) visant à s'émanciper de la tutelle américaine, dans les faits, celle-ci semble plutôt resserrée.

En vérité, même si le niveau d'engagement américain en Europe diminue pour mieux concentrer les efforts sur l'Indo-Pacifique, cela ne se traduit pas par une perte de contrôle de l'Alliance atlantique. Selon la méthode éprouvée par Donald Trump, il s'agit de

souffler le chaud et le froid pour forcer la main aux États européens et les obliger à prendre des dispositions telles que l'accroissement de leurs budgets de défense, tout en gardant la mainmise sur l'organisation. Sa dernière sortie sur l'OTAN, le 1^{er} avril 2026, dans laquelle il menace à nouveau de retirer les États-Unis de l'Alliance, répond au même schéma. C'est une méthode qui, même si elle est brutale, a le mérite de fonctionner. En effet, tous les Alliés ont (enfin) atteint les 2 % du PIB décidés lors du sommet de 2014. De plus, comme décidé lors du sommet de La Haye en juin 2025, le [prochain objectif vise les 5 % d'ici 2035](#), à savoir 3,5% pour les dépenses de défense et 1,5% pour les investissements visant à renforcer la résilience.

Cependant, il pourrait davantage s'agir d'un [signal politique](#) destiné à apaiser Donald Trump et à maintenir l'engagement américain envers l'Alliance que d'un véritable engagement de dépenses, tant les finances de certains pays sont contraintes. La cible définie pour 2035 représente un défi énorme pour la plupart des Alliés, qui rencontreront les plus grandes difficultés à honorer cet engagement, compte tenu de l'état de leurs finances, mais aussi de la conjoncture internationale et de la hausse drastique du prix des hydrocarbures en raison de la guerre au Moyen-Orient. Ce serait une cible budgétaire difficilement atteignable, voire totalement impossible à atteindre pour beaucoup de pays. À titre d'exemple, il s'agirait pour la France de 190 milliards d'euros, c'est-à-dire plus de trois fois le budget actuel de 57 milliards.

L'objectif semble donc bien être d'apaiser le président des États-Unis et de tenter de réduire son imprévisibilité, qui fragilise chaque fois davantage la crédibilité de l'OTAN. Il nourrit les inquiétudes européennes et ses menaces récurrentes, ainsi que la déclaration de La Haye lui serviront de moyen de pression sur les États européens. De plus, elles lui ouvriront encore davantage le marché européen pour son industrie d'armement. En effet, en dépit de toutes les [déclarations sur la préférence européenne en matière d'acquisition d'armement](#), ou de tous les souhaits de [restructuration de la base industrielle et technologique de défense européenne](#), les Alliés européens restent extrêmement dépendants du matériel américain, le chasseur F-35 n'en étant que l'illustration la plus évidente.

La redistribution des cartes joue nettement en faveur des États-Unis. Ils conservent les commandements aérien et terrestre, et obtiennent le commandement maritime. Ce sont ces commandements qui définissent la doctrine dans chacun des domaines et qui supervisent les activités de toutes les forces terrestres, aériennes et navales des Alliés dès lors qu'elles passent sous le commandement de l'OTAN, de la préparation à la certification et à l'emploi opérationnel. Et, bien entendu, les États-Unis conservent le poste-clé de SACEUR, qui dirige toutes les opérations de l'Alliance. Comme dit plus haut, tous ces officiers généraux américains possèdent une casquette nationale et donc effectivement des moyens qui sont, au quotidien, à leur disposition – une différence significative par rapport aux commandeurs européens des JFC.

L'impact de la nouvelle donne sur le positionnement de la France

On pourrait penser que la France se satisfait de l'évolution de l'OTAN vers la constitution d'un « pilier européen » plus significatif et donc plus influent au sein de l'Alliance. Toutefois, nous avons vu plus haut que les apparences pourraient être trompeuses. Oui, des Européens sont aux commandes, mais ceux qui tiennent les véritables leviers sont américains. De plus, parmi les Européens aux sommets des états-majors opérationnels, on ne peut que constater l'absence, voire le recul, des Français.

Le rang préservé en apparence

Certes, la France conserve le poste de commandant suprême de la transformation (SACT) et Paris estime que c'est un poste aussi important que celui de SACEUR, car c'est lui qui supervise la transformation de l'Alliance pour lui permettre de conserver son avantage militaire technologique et doctrinal, face à tout adversaire potentiel futur, à un horizon d'une vingtaine d'années. À ce titre, le SACT organise la planification de la défense, définit les objectifs capacitaires des Alliés, mais peut difficilement influencer sur les programmes d'acquisition d'armement qui relèvent de décisions nationales. Ces décisions ne sont pas forcément en ligne avec les déclarations sur la préférence européenne, car le lobbying agressif des Américains pousse souvent des pays européens à acheter leur matériel. Les chiffres diffèrent selon les instituts et les méthodes de comptage : le Stockholm International Peace Research Institute estime que [l'armement américain représente 64 % des importations européennes](#), alors que l'International Institute for Strategic Studies [ne comptabilise que 48 % des achats hors Europe](#), dont seulement 34 % en provenance des États-Unis. Mais dans tous les cas, la dépendance européenne reste très forte.

L'absence dans les postes de décision de la chaîne des opérations

C'est au sein de la chaîne des opérations que [l'absence de la France est criante](#). Comme nous l'avons vu plus haut, elle n'a obtenu aucun poste de commandement, ni au nord ni au sud de l'Europe. Elle est même écartée du poste de chef d'état-major du JFC Brunssum qu'elle occupait en rotation avec la Pologne depuis 2017. Au sein du commandement des opérations, elle ne conserve que le poste de vice-chef d'état-major du Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE) à Mons,

seul poste d'influence, quoique limitée par le grade de son titulaire, qui possède une étoile de moins que les trois autres membres du SHAPE Command Group (SACEUR américain, *deputy* SACEUR britannique, chef d'état-major allemand). De plus, la France ne siègera à aucune des conférences des commandeurs organisées par le SACEUR chaque année. Enfin, l'occasion de prendre la suite des Italiens pour le commandement de la force de réaction de l'OTAN (ARF), outil stratégique entre les mains du SACEUR, a été ratée, puisque ce seront les Turcs qui en assureront la charge à partir de 2028. Les autorités militaires françaises hésitaient à fixer l'état-major du corps français de Lille sur une mission unique trop contraignante et qui empêcherait son emploi à des fins nationales. Néanmoins, comme le principe de la rotation entre les corps italien, britannique et français pour commander l'ARF est dorénavant acté, la France prendra son tour en 2030.

Une perte d'influence à l'OTAN comme à l'Union européenne

Cette redistribution des cartes souligne la perte d'influence française, entre son éviction d'Afrique et son déficit budgétaire colossal. Le projet d'une autonomie stratégique européenne, entraînée par le couple franco-allemand, semble en perte de vitesse, les deux locomotives traditionnelles rencontrant des difficultés à avancer au même rythme. En effet, le couple franco-allemand bat de l'aile, en particulier dans le domaine de la coopération industrielle de défense, avec des tensions sur les [programmes d'armement communs lancés en 2017](#), dont le plus emblématique est l'avion de génération future (NGF). Cet élément essentiel du Système de combat aérien futur (SCAF) [pourrait être purement et simplement abandonné](#), victime des rivalités industrielles entre les deux pays. Mais c'est aussi – et surtout – sur le plan politique que les positions se désalignent visiblement, à mesure que l'Allemagne affirme son ambition – et le différend sur le Mercosur ne forme que l'un des épisodes. Les divergences se manifestent aussi par le refus catégorique – et compréhensible au regard de la politique budgétaire française – du chancelier Merz à la proposition de [financement européen pour le réarmement](#) – les Eurobonds – avancée par le président Macron.

À la fin des années 2010, une revendication allemande qui visait à [européaniser le siège permanent de la France](#) au Conseil de sécurité des Nations Unies s'était confrontée à une fin de non-recevoir française. Si cette demande a fait long feu, la politique budgétaire et l'insuffisance de l'effort en matière de dépenses de défense côté français sont désormais soumises aux [attaques allemandes](#), en l'occurrence de la part du ministre des Affaires étrangères, le 16 février 2026. En outre, c'est aussi le moment choisi par le Parlement européen et la Commission dirigée par Ursula von der Leyen pour tenter de [contrôler les exportations d'armement](#) des États membres, en ciblant en particulier la France, qui s'y est opposée.

Le [rapprochement entre le chancelier allemand et la Première ministre italienne](#) pourrait être interprété comme une volonté de marginaliser une France en perte de vitesse. Ce rapprochement germano-italien se concrétise dans l'industrie de défense au moment où le projet franco-allemand piétine. Les deux pays pèsent aussi davantage que la France dans l'OTAN, plus par leur connaissance de son fonctionnement, leur dépendance historique aux États-Unis et le réseau qu'elles entretiennent que par leurs capacités militaires réelles ou leur volonté de les engager. Les deux pays sont aussi des acteurs économiques majeurs de l'UE, même si on peut raisonnablement douter de leur capacité à faire évoluer politiquement l'Union vers davantage d'autonomie stratégique et de poids sur la scène internationale.

C'est le contexte international, en particulier les retombées de la guerre contre l'Iran, qui pourrait provoquer un sursaut de la part des États européens. Exclue de la décision américano-israélienne d'entrer en guerre, ils sont à présent sommés par Trump de venir remettre de l'ordre dans le chaos qu'il a créé. La prise de conscience de la nécessité de s'affranchir de la tutelle américaine pourrait ainsi redonner davantage de vigueur à l'idée de l'autonomie stratégique européenne et par conséquent remettre la France au centre du jeu politique européen.

Un atout majeur, la dissuasion nucléaire

En sus de son expertise en matière d'autonomie dans le domaine de l'industrie d'armement et des capacités nationales qu'elle a su développer, aussi bien dans le volet nucléaire que dans l'aérospatial ou le naval, la France dispose d'un atout majeur : elle est la seule puissance nucléaire totalement indépendante en Europe. Sa dissuasion nucléaire est toutefois purement défensive et ne peut donc s'inscrire dans les plans nucléaires de l'OTAN, qui prévoient des frappes tactiques et une gestion de l'escalade. D'ailleurs, même après son retour dans la structure militaire, la France a toujours refusé de siéger au Groupe des plans nucléaires, signalant ainsi sa différence d'approche. La dissuasion nucléaire française est aussi totalement indépendante, contrairement à celle du Royaume-Uni, fortement dépendante des États-Unis. Elle ne peut certes pas rivaliser en nombre d'ogives avec la dissuasion nucléaire américaine, mais comme sa doctrine n'implique pas de se lancer dans un duel nucléaire, elle est juste suffisante pour dissuader, lancer un ultime avertissement et exercer une seconde frappe en cas d'échec de la dissuasion, avec la garantie de représailles suffisamment importantes sur un adversaire potentiel.

Des discussions ont eu lieu entre Emmanuel Macron et Friedrich Merz en amont de la Conférence de Munich sur la sécurité. De manière générale, les dirigeants allemands souhaitent le maintien du parapluie nucléaire américain, rassurés en cela par [les déclarations américaines](#) lors de la ministérielle. Cependant, la [déclaration conjointe](#) du président français et du chancelier allemand du 4 mars 2026 précise que les deux pays coopéreront dans le « dialogue doctrinal et la coordination de la coopération stratégique, notamment pour les consultations relatives à l'articulation optimale de capacités conventionnelles, de défense antimissile et de capacités nucléaires françaises ». Elle précise que cette coopération vient compléter et non remplacer la dissuasion nucléaire et le partage nucléaire de l'OTAN, auxquels l'Allemagne contribue par sa participation aux exercices et par la mise à disposition d'avions à capacité d'export d'armes nucléaires américaines stationnées en Europe. Pour autant, certaines voix outre-Rhin, dont celle de Jens Spahn, le chef de groupe parlementaire de la Union chrétienne-démocrate (CDU), appellent à un débat sur une dissuasion nucléaire européenne, qui pourrait s'appuyer sur une mutualisation du financement de la dissuasion française, mais qui ne fonctionnerait que sous *leadership* allemand [selon ses dires](#).

*

* *

Le « pilier européen » semble bien avoir émergé de la ministérielle de février 2026, qui a apaisé les tensions, donné des indications claires sur les attentes américaines sans antagoniser le débat, du moins jusqu'aux récentes déclarations du président américain. En effet, tous les commandements de niveau opératif de l'OTAN sont – ou seront prochainement – tenus par des Européens. Néanmoins, cela ne signifie pas que les États européens sont à présent en mesure de gérer leur propre sécurité sans les États-Unis. Ces derniers tiennent en effet à présent non seulement le commandement du niveau stratégique des opérations (SACEUR), mais aussi tous les commandements spécialisés chargés de fournir les capacités critiques, les *enablers*, en cas de conflit. Le *burden shifting*, le glissement du fardeau qui vient remplacer le partage du fardeau (*burden sharing*), signifie en effet que les capacités américaines seront consacrées en priorité à la menace principale chinoise. Mais il ne signifie pas pour autant que les États-Unis renoncent à contrôler l'Alliance atlantique. Les propos du sous-secrétaire à la Guerre quant au parapluie nucléaire américain ne peuvent que rassurer les Alliés et les inciter à rester volontairement soumis à la domination américaine au sein de l'Alliance.

La renaissance de ce nouveau « pilier européen » au sein de l'OTAN et la réalité de la guerre en Ukraine pourraient constituer un frein aux ambitions d'autonomie stratégique européenne telles que défendues par la France, mais l'imprévisibilité du président Trump force les Européens à considérer sérieusement une émancipation dont le « pilier européen » pourrait être la première manifestation d'un processus plus délibéré.

Crédits photo : Michele Ursi

● — ●● — — ● ●● — ● — ● ●●

Olivier Rittimann

Le GCA **Olivier Rittmann** a tenu plusieurs postes de responsabilité à l'OTAN ou en rapport avec l'OTAN, à Paris, Heidelberg, Bruxelles, Brunssum et Mons. Il a occupé en particulier le poste de représentant militaire français au SHAPE, de chef d'état-major du commandement interallié de Brunssum et de vice-chef d'état-major du SHAPE, et a fini sa carrière en commandant le collège de défense de l'OTAN, à Rome. Depuis 2023, il fait partie de l'équipe des Senior Mentors chargés de superviser les exercices de l'OTAN.

Comment citer cette publication

Olivier Rittimann, « L'émergence d'un "pilier européen" à l'OTAN ? », *Le Rubicon*, vol. 6, 29 avril 2026 [<https://lerubicon.org/lemergence-dun-pilier-europeen-a-lotan/>].